

Communisme en mouvement

Numéro 22

juin 2008

Sommaire

1. *L'édito* : Généralisation de la critique - p. 2

2. *Interventions au Conseil national du PCF des 25-26 juin 2008*

PCF : une question historique ou conjoncturelle ? – Philippe Stierlin – p. 3

Homéopathie ou nouveau point de départ ? – Pierre Zarka – p. 6

Le vrai choix : continuité ou transformation ? – Gilles Alfonsi - p. 8

Impérativement changer d'organisation – Anne Jollet - p. 10

3. *Y aura-t-il un Congrès extraordinaire en décembre ?*

Nous voulons un débat extraordinaire - 15 signataires – p. 13

En réponse aux propos de Marie-George Buffet - Jean-Claude Lefort - p. 14

Petits souvenirs de Marseille - Serge Grossvak - p. 15

Déconstruire pour reconstruire – Pierre Zarka – p. 17

Une nécessaire "transformation-métamorphose" - Isabelle Lorand – p. 19

Bonjour, camarades ! - Dominique Martel – p. 23

De la diversité naît la richesse - Jean-Paul Ruiz – p. 25

4. *Contributions*

A propos du nouveau parti anticapitaliste - Roger Martelli - p. 27

Ce bulletin est ouvert. Faites parvenir vos textes, mais aussi vos réactions et suggestions à : communisme.mouvement@free.fr - Pour le recevoir régulièrement ou-et permettre à des amis de le recevoir, prenez contact sur <http://communisme.mouvement.free.fr>

Généralisation de la critique

La réunion du Conseil national du PCF des 25 et 26 juin a été marquée par la généralisation de la critique des propositions du noyau dirigeant, aboutissant à une réécriture de l'ordre du jour proposé pour son 34^{ème} Congrès, prévu en décembre 2008. Il était devenu clair qu'une majorité des présents allait voter contre le texte initialement prévu, d'autant plus que plusieurs intervenants avaient demandé un vote à bulletin secret.

Si la convocation du Congrès finalement adoptée par 70 voix contre 32 (et 5 abstentions) est significativement différente de la première version, elle reste confuse sur la méthodologie du Congrès et librement « interprétable ». Le refus d'inclure un amendement précisant que les différentes options possibles seront formulées à égalité dans la base commune de discussion est à ce titre terriblement éloquent, injustifiable.

Le vote pour désigner les membres de la commission chargée de rédiger le projet de base commune (68 pour, 40 contre et 6 abstentions) et celui pour désigner les membres de la commission sur les candidatures en vue de la prochaine direction (63 pour, 46 contre, 5 abstentions) ont, eux aussi, montré l'ampleur de la crise de confiance.

Durant ce Conseil national, nous avons plaidé pour que le Congrès porte sur le choix essentiel entre « adaptation » et « révolution », c'est-à-dire entre l'option de s'inscrire dans la continuité des efforts de novation accompli depuis 30 ans (en améliorant l'outil existant) et l'option de transformation, à partir du constat que la crise actuelle du PCF est de nature structurelle et qu'elle appelle une transformation radicale.

On terminera sur l'idée que le traitement réservé par *l'Humanité* à ce Conseil national - d'une partialité confinant à la mauvaise foi, et pas seulement concernant les communistes unitaires - devrait préoccuper tous ses lecteurs car il dessert la confrontation d'idées si nécessaire dans la période de crise que nous connaissons.

2. Interventions au Conseil national du PCF :

PCF : une question historique ou conjoncturelle ?

Philippe Stierlin, Paris

« *Métamorphose : changement d'une forme en une autre ou transformation importante du corps, du mode de vie et de l'état* »

- **Les résultats obtenus par notre candidate à l'élection présidentielle – 1,93 % - obsèdent à juste titre les communistes au moment de la préparation de leur Congrès de décembre.** Ces élections ont placé le PCF à son score le plus bas depuis 1920. C'est un fait. Il est historique. Il est considérable. Il n'est pas pondéré par les élections municipales et cantonales, qui ont aggravé le bipartisme. Je ne dis pas cela pour démoraliser, mais il faut savoir regarder les choses en face si nous voulons nous en sortir.
- **Cette situation place donc les communistes, le Conseil national et les délégués du 34^e Congrès devant des responsabilités qui sont donc historiques et considérables.** Les questions sont nombreuses, existentielles, théoriques et pratiques. Un questionnement majeur les traverse toutes : pourquoi en sommes-nous arrivés là et comment faire maintenant ? Ce questionnement est déterminant.
- **Ce n'est pas être binaire de dire qu'il s'organise autour de deux orientations possibles.** C'est chercher ce qui est prioritaire, ce qui fait débat politique entre nous. C'est aussi éviter l'eau tiède.
 - o La première orientation - que je respecte - on peut la qualifier d'essentiellement **conjoncturelle**. Elle consiste à chercher dans la période passée récente (et notamment dans l'échec externe d'une candidature unitaire ou le brouillage réel - je pense aux privatisations - dû à notre participation gouvernementale) les causes de notre effacement du paysage politique. Cet effacement serait passager. Cette orientation est celle du noyau dirigeant actuel du PCF. Elle comporte le repli sectaire. Elle ne se résume cependant pas à lui. Elle est marquée par un immobilisme de fait. Si l'on adopte cette orientation, nous aurions d'abord un « problème d'image à l'extérieur » (Marie-George Buffet), d'explication de notre politique et de notre projet aux citoyen-ne-s, de

« faiblesse d'activité dans les d'entreprises » (Nicolas Marchand), couplé à un manque de cohésion interne dans les directions du PCF qui tireraient à hue et à dia. **Dans ce cas, quoi qu'on dise, on continue l'existant en l'améliorant. Dans ce cas, on rénove le PCF** (autrement dit « on fait du neuf avec du vieux ») **ou bien on appelle à une novation du PCF** (autrement dit « on fait du vieux en affirmant qu'on fait du neuf »). Bref, on remet du charbon dans la locomotive, en ignorant que le train actuel est de plus en plus vide et en pensant que le train avance mal à cause de wagons de queue récalcitrants. Eventuellement, on change la conductrice, on passe au diesel, on repeint le train. Pourquoi pas ?

- o La seconde, essentiellement **structurelle** et **historique**, consiste à considérer que la période passée récente est la conséquence et non la cause de la situation dramatique dans laquelle nous sommes et pour laquelle le pronostic vital est engagé. Si l'on adopte cette orientation, notre errance est le résultat à la fois (a) d'éléments fondateurs (b) de freins stratégiques anciens et structurants (ces deux points se recoupant partiellement). **Dans ce cas, on est conduit à envisager une rupture franche avec l'existant.** Dans ce cas, on change la locomotive et le train, voire de moyen de transport. Tout en prenant nos valises, car nous ne sommes pas sans bagages.
- **Si je respecte la première orientation, je ne la partage pas.** Comme d'autres et après un cheminement, **j'ai opté, comme d'autres, pour la seconde.** Je pense que notre recul historique plonge ses racines dans des choses bien plus profondes que dans les errements, sincères ou non, des dernières années. Elles tiennent à mon sens à l'étau Programme Commun / Mur de Berlin, qui nous a freinés 40 ans. Elles tiennent aussi à des éléments fondateurs qui ont fait que nous avons pratiquement toujours été en retard sur tout et sur la société. Les maladresses, issues ou non des tentatives de rénovation, d'ouverture ou de mutation, ne peuvent tenir lieu d'explication. C'est un cycle qui se termine aujourd'hui et non pas une somme d'erreurs réparables.
- Ces deux orientations, nous devons les retrouver dans le Congrès et la résolution de ce Conseil national, sinon nous aurons un Congrès pour rien. Elles comportent l'une et l'autre des risques, que nous devons analyser rationnellement. Quelle que soit l'orientation adoptée, nous sommes tous attachés à faire fructifier un patrimoine politique commun, une force symbolique et un réseau de militants et d'élus. Mais nous avons des réponses très nettement différentes. Ce n'est pas de la même direction dont il s'agit.
- L'étau Programme Commun / Mur de Berlin. **Au fil du temps, le PCF s'est transformé, mais sans les résultats escomptés.** Pour éclairer mon propos, je prendrai la période structurante des 40 dernières années. Dans la configuration stratégique du Programme commun de 1972, abandonné en 1978, et qui au

départ était une idée communiste, nous avons commencé à décrocher en 1981 (15 %). Cette configuration comportait en filigrane, chez quelques dirigeants communistes, le projet d'absorber à terme le PS, car nous étions « les plus forts ». Nous laissons au PS les « classes moyennes » et beaucoup d'intellectuels tandis que nous occupons des « classes populaires », plus nombreuses, en qui nous faisons « plus confiance » et réciproquement. Le ver était dans le fruit à tout point de vue. Mais 1981 est le premier symptôme du déclin du PCF et le signal de la mise en route du bipartisme PS-droite. Les électeurs disent là qu'ils ne sont pas disposés à placer un communiste à la tête de l'Etat. Or, qu'on déplore la place prépondérante de l'Etat dans notre stratégie (Pierre Zarka) ou qu'on déplore la présidentialisation de l'élection (Anicet Le Pors, Georges Marchais), qu'on le veuille ou non, l'élection présidentielle structure fortement une partie de la vie politique en France.

- En 1977, 4 ans avant la victoire de 1981, le PS devient le pôle central du rassemblement à gauche, et continuera de l'être malgré tout le ressentiment que peut susciter sa politique de renonciation. Ainsi, grâce au PCF, le PS, qui avait perdu toute crédibilité sociale, va retrouver un lustre inespéré comme parti du changement. Il est en plus crédité d'être un parti démocratique tandis qu'à notre débit est collé le modèle autoritaire de l'Est, qui deviendra de plus en plus défaillant. Enfin, nous ne percevons que partiellement les aspirations féministes, écologiques, pour les droits des minorités, les aspirations à la gestion alternative des entreprises. Notre utilité pour le changement prend là un coup fatal. Comme nous avons l'intuition que quelque chose est cassé, nous essayons de rattraper les choses : abandon de la dictature du prolétariat (1976), condamnation du stalinisme (en parlant d'un retard datant de 1956), socialisme à la française, déclaration des libertés... Ces transformations réelles arrivent, mais à rebours et sont déjà en retard par rapport aux enjeux, dont l'enjeu européen. On s'ouvre donc, mais on perd. On voit que cela ne mord pas. Alors, on tape sur le PS. On se ferme, on perd encore. On en rajoute : bilan globalement positif, Afghanistan (1979), gestion ambivalente de la situation d'état de siège en Pologne (1981) : on perd encore. Des voix dissidentes se font entendre dans le Parti : elles sont refoulées. On rectifie : soutien à la pérestroïka et à la glasnost en URSS, abandon du centralisme démocratique annoncé par Georges Marchais depuis New-York. Rien n'y fait. Car le PCF ne s'est ouvert sur la vie que trop tard. Comme le dit J.-C. Lefort, « entre le 20^e Congrès du PCUS (1956) et le 22^e Congrès du PCF (1976), 20 ans se sont écoulés ». Au final, cette politique de zig-zag s'est avérée meurtrière.

Aujourd'hui, à la veille du 34^e Congrès, nous sommes en errance. Qu'on avance ou qu'on recule, on meurt. On ne nous entend presque plus, ce qui est pire que tout. Une forme du PCF est morte car une forme du communisme est morte. Il nous faut oser inventer autre chose, avec d'autres, dans laquelle nous ferons vivre un communisme d'émancipation avec ceux qui veulent transformer la société en

profondeur et en vue de dépasser le système capitaliste. Voulons-nous oui ou non rompre avec notre modèle de départ ? Voulons-nous changer de train ou voulons-nous remettre du combustible au train existant ? Telle est la question qui me semble être posée aux communistes en 2008, face au TGV du libéralisme, à l'Eurostar social-libéral (et sa destination blairiste), et parallèlement au train postal relooké du NPA.

Homéopathie ou nouveau point de départ ?

Pierre Zarka, Seine-Saint-Denis.

Au lendemain de la déroute de la présidentielle, nous étions partis de l'idée d'un Congrès extraordinaire et nous en sommes au fait que de nombreux camarades considèrent ce Congrès comme sans intérêt. De fait, nous sommes même engagés dans un processus d'éclatement rampant du Parti.

I. Contrairement à ce qui a été dit, il y a une forte interaction de la conception que l'on a du Parti sur les autres questions - projet ou stratégie - qui nous sont posées. Parti-guide, comportements issus de la dictature du prolétariat sont consubstantiels à la conception du Parti issue des 21 conditions imposées par la 3e Internationale. On peut dire à juste titre que, depuis, nous avons beaucoup évolué. Mais justement, depuis 1976, chaque Congrès effectue de réelles avancées sur le précédent et au final ces avancées sont toutes dévorées par la continuité de la logique fondamentale qui a présidé à notre naissance.

Je vais tenter d'en donner **un exemple** très actuel. Et je le fais dénué de tout esprit polémique ou d'agressivité. Patrice-Cohen Seat vient effectivement de nous envoyer une contribution très fournie. J'y lis qu'il attribue l'échec de la candidature unitaire à la présidentielle à la faute qu'aurait commise le parti de ne pas s'engouffrer dans la question dès 2005, ce que je partage. Mais il considère aussi que la faute a consisté que le Parti n'écrive pas lui-même le texte rassembleur et d'avoir signé en mai 2006 un texte écrit par d'autres. J'y vois la volonté de tout contrôler et que nous serions les seuls à pouvoir prendre des initiatives politiques valides. N'est-ce pas de fait une formidable définition du Parti-guide ? Et, c'est sur cette lancée qu'il envisage d'aborder les élections européennes, ignorant que pour le TCE, ce n'est pas nous qui avons rédigé le texte, mais surtout nous remettant de fait sur les brisées de *Bouge l'Europe*.

Second exemple : Il y écrit qu'un des problèmes insurmontables viendrait du fait de la présence de communistes dans les espaces alternatifs avec lesquels nous discutons. Il n'y aurait donc pour les communistes qu'un lieu où ils pourraient développer leurs pratiques sauf, cela n'est pas dit, en cas de courroie de transmission.

C'est la démonstration du caractère inopérant de la chronologie : 1° le communisme ; 2° le projet ; 3° la stratégie et 4° plus tard l'organisation des communistes comme n'étant qu'une résultante passive des autres questions. Et ce, tout simplement parce que devant chacune de ces questions, pour nous, le sujet de l'action c'est le PCF.

II. J'entends et je lis « donnez-nous des idées », « faites des propositions concrètes » et on continue de fustiger les tendances. Outre le fait que je ne sais pas comment qualifier autrement que par tendance les réunions du lundi matin, malgré son label d'officialité, comment demander des idées alors que depuis un an on a refusé de faire explicitement appel aux grandes cohérences pour contribuer, je ne dis pas pour s'y limiter, pour contribuer à la charpente de la préparation du Congrès ? Alors que ces travaux sont connus ici : des camarades divers interviennent clairement au CN, ou écrivent des textes soit individuels soit collectifs, ce qui leur est parfois reproché, soit même des livres : Personnellement, je prends cette façon de faire comme une ignorance brutale de tout ce que j'ai pu dire, écrire ou faire depuis des années.

Or, si j'en juge par la manière dont Marie-George a occupé les colonnes de *l'Huma* cette semaine, et que les autres bénéficient effectivement de cinq minutes, nous sommes bien lancés sur l'existence d'une pensée labellisée officielle et les autres avis sont, comme ont dit, « alternatifs » c'est-à-dire ne bénéficiant pas de la même légitimité. Ils sont ainsi réduits à un rôle de mouche du coche ; du point de vue de l'égalité de traitement nous sommes sur la base « un cheval/ une alouette ».

C'est donc déjà une réponse aux questionnements : on préfère continuer sur l'homéopathie commencée il y a plus de quarante ans avec l'efficacité que l'on sait plutôt que de s'interroger sur un nouveau point de départ. Il y a plusieurs manières de conclure le Congrès avant qu'il ne commence. Puisque l'on demande des propositions constructives, j'en fais une « *centrons l'ordre du jour du Congrès sur Continuer en améliorant la conception et les principes issus de 1920 ou entrons en rupture avec ceux-ci pour avoir la liberté d'en concevoir d'autres.* »

Le vrai choix : continuité ou transformation ?

Gilles Alfonsi, Seine-Saint-Denis

Alors que la formulation de l'ordre du jour d'un Congrès doit permettre un accord unanime non sur telle ou telle option en débat mais sur l'enjeu qu'il représente, le projet proposé est celui des partisans de la énième rénovation du Parti sur lui-même.

« Le PCF et ses transformations », c'est l'air de rien une porte fermée au véritable débat sur la continuation du PCF ou sur l'hypothèse de son dépassement par la rupture avec la matrice de 1920 et l'invention d'une nouvelle cohérence.

La question qui est dans toutes les têtes est celle-ci :

- après tant d'échecs et vu notre affaiblissement, peut-on raisonnablement repartir un tour, pour quelques élections et pour trois nouvelles années avant le 35^{ème} Congrès, sur une tentative ressemblant aux précédentes comme les yeux de la belle marquise restent les mêmes quelles que soient les tournures de phrase enseignées au bourgeois gentilhomme ;
- ou est-il raisonnable d'être « déraisonnable », c'est-à-dire d'envisager de construire les fondations, les murs et jusqu'au toit d'une nouvelle bâtisse, en reprenant le meilleur des idées et des savoir faire des communistes de toutes générations et en l'ouvrant en grand aux vents d'autres intelligences, d'autres volontés de combattre l'injustice, d'œuvrer contre les dominations et pour le bien commun ?

Tout n'est pas la faute des autres, par exemple du PS quand la gauche échoue dans les années 80 ou avec la gauche plurielle.

Et quand des points ont été marqués ces dernières années – en 2004 aux régionales, en 2005 avec le référendum -, c'est parce que nous avons donné le meilleur de nous-mêmes dans le sens de l'ouverture et du partage et quand notre volonté a rencontré d'autres volontés – comme avec l'appel des 200 en 2005, dont il est significatif que certains taisent le rôle déterminant qu'il a joué dans la bataille pour le Non (les « personnalités très peu représentatives » aujourd'hui stigmatisées donnèrent une partie de sa force à la bataille).

Et quant à l'inverse nous avons eu le laid visage de ceux qui font tous les efforts pour imposer leur vérité, nous en avons eu bien vite le résultat.

On peut toujours, un an plus tard, faire le procès d'un « certain nombre de communistes » qui en mai 2006 aurait eu tort de militer pour un cadre d'initiative politique en vue des présidentielles, dénoncer un cadre que l'on a en réalité contribué à poser, dénoncer les anticommunistes comme à toutes les époques de tension interne dans le Parti. En fait cette direction a failli quant il fallait faire le geste historique du choix d'un candidat de compromis, et je dirais a failli en connaissance de cause.

Aujourd'hui, Patrice Cohen-Séat situe explicitement les évolutions nécessaires dans la continuité des novations accomplies depuis trente ans, en y ajoutant le changement du logo du Parti pour marier « communisme et liberté ».

Chacun sait ici que l'option communistes unitaires considère que la relance du communisme politique appelle une métamorphose qui ne peut s'accomplir que dans un nouveau cadre, et que la rencontre indispensable avec les citoyens que le combat pour l'émancipation intéresse suppose elle aussi un autre cadre de réflexion, d'initiative et d'action.

La formulation de l'ordre du jour telle qu'elle est proposé ne permet de clarifier le débat. Cependant, le débat qui est dans toutes les têtes reviendra par la fenêtre, par la porte de secours et même par le trou de la serrure verrouillée.

Dans la situation qui est la nôtre, aucun ordre du jour n'empêchera que les questions existentielles qui sont posées soient débattues.

Complément au cours de la discussion

Pas d'œillères : c'est un fait que nous sommes pris dans une tenaille, entre le PS recentré et la LCR, qui stérilise les voix critiques. Pour en sortir, une construction politique nouvelle est nécessaire : sans a priori sur les contenus, et en gardant notre autonomie, engageons-le avec le plus grand nombre. Le respect des autres impliquent d'en finir avec les prétentions de parti-guide ou d'avant-garde « éclairée ». En décidant de dépasser de PCF du 20^{ème} siècle, tout en en fertilisant le meilleur, ouvrons une nouvelle ère du communisme politique, en articulation indissociable avec la construction d'un nouvel espace politique. Pour les élections européennes, proposons dès à présent d'élaborer des listes avec toutes les forces du Non de gauche.

Impérativement changer d'organisation

Anne Jollet, Paris

Nous devons partir de l'extrême gravité de la situation politique : gravité de l'offensive de la droite, de sa capacité à être à l'initiative, à fixer le calendrier politique (Sarkozy n'a-t-il pas déjà mis dans le paysage les prochaines présidentielles et les prochaines municipales ?), gravité du désarroi de la gauche, divisée, ébranlée profondément dans ses valeurs, et ceci partout, dans toutes ses composantes et dans tous les pays.

La gravité de la situation concerne évidemment aussi notre parti. Ce n'est pas être pessimiste, c'est être lucide que de prendre acte que les résultats des dernières échéances électorales expriment notre échec à faire partager aux électeurs l'utilité du vote communiste et aussi qu'ils sont dus, quand ils nous permettent d'avoir des élus, comme aux municipales ou aux cantonales, à des alliances dans lesquelles le plus souvent nous avons négocié dos au mur.

Ce n'est pas être pessimiste que de dire que le Parti est exsangue, que si les batailles nationales lancées ne rencontrent pas l'écho voulu, ce n'est pas des effets de mauvaise volonté, c'est que les mener seuls est devenu difficile et est au regard de la réalité sociale reconnu comme un non-sens par beaucoup de camarades.

Là dessus, je voudrais revenir dire un mot sur justement la façon dont dans les propos ici sont envisagés « les communistes », « les camarades ». Nous introduisons un rapport d'altérité comme si « les communistes » n'étaient pas de la même fibre politique, sociale que nous qui sommes ici, « direction », aguerrie, capable de tout entendre. Réfléchir à ce rapport implicite est indispensable pour repenser le parti, le militantisme d'aujourd'hui. Cette vision, de fait infantilisante, est fautive et inacceptable aujourd'hui. Elle nous ramène à la conception du parti selon laquelle il y a des « cadres » (même si on ne les appelle plus comme ça) qui doivent filtrer, protéger, taire les différents, faire redescendre « la ligne » etc... Pourquoi ne pas admettre qu'heureusement les adhérents du parti sont, comme nous, divers, dans leurs motivations d'adhésion, dans leurs options pour l'avenir, et, comme nous, conscients de l'extrême difficulté dans laquelle se trouve le parti en tant qu'organisation.

Nous le savons tous : le parti est en train de se vider à nouveau depuis l'échec de 2007 et il n'aura bientôt plus besoin d'être liquidé comme parti de militants (je ne parle pas de l'appareil qui lui peut se survivre longtemps comme le montre effectivement le Parti radical de gauche évoqué à plusieurs reprises de façon significative ici).

Dans ce contexte, il va de soi que l'attente d'un Congrès pourrait être

quelque chose d'important : mais l'on a tellement tout fait pour le repousser qu'il intervient effectivement trop tard et de plus les choix d'organisation montre trop évidemment que les options possibles sont rendues le moins lisibles possible par un questionnement tous azimuts..

Pourtant, nous avons vraiment besoin de donner des signes forts que nous avons compris la gravité de la crise, que nous sommes prêts à beaucoup d'efforts pour comprendre la source du mal et pour répondre aux besoins politiques posés par la société contemporaine et non par notre attachement à ce que nous avons été.

Je vois deux grandes difficultés pour avancer dans cette voie, deux grandes difficultés qui font depuis quelques mois préférer l'immobilisme et l'enfermement rassurant :

1. la première est de prendre le symptôme pour la cause. On entend trop de camarades, ici et à tous les niveaux de vie du parti, dire que notre affaiblissement serait lié à la cacophonie de nos choix stratégiques, à l'absence de cohérence de notre « ligne », à la trop grande liberté des communistes vis à vis de cette ligne.
2. Or cette cacophonie, cette dynamique centrifuge n'est pas la cause des difficultés, elle en est la conséquence.
3. C'est parce que l'idéologie qui a fondé le communisme est en crise depuis des décennies, que ce qui était un corpus de doctrine unifié a volé en éclat sans espoir de retour et sans appel avec la chute du mur de Berlin, que nous tâtonnons tous et proposons, nécessairement, des solutions différentes .
4. Cela est vrai partout, quels que soient les choix qui se sont plutôt imposés ici ou là.
5. Comprendre cela doit amener à considérer avec le plus grand sérieux cette diversité des voies qui se dessinent, à l'accepter non comme une gêne mais comme la seule forme possible de la poursuite d'une voie communiste qui désormais se cherche et est nécessairement en ré-élaboration. Rien ne serait donc plus stérile et mortifère que de penser qu'en faisant taire la diversité des voix, on gagnerait en efficacité. On gagnera, momentanément, en silence, on perdra encore en force, pas seulement en nombre, mais aussi en force d'élaboration et de recherche des voies nouvelles.
6. Il est absolument indispensable que notre Congrès prenne acte de cet état de notre développement et de la valorisation de la diversité comme seule solution viable.
7. Nous en sommes loin, ce qui me rend là très pessimiste tant nos débats ressemblent plus parfois à des conflits d'héritiers qu'à l'élaboration d'un projet d'avenir.
8. Cela pourrait se traduire a minima par une base commune comme demandée par Isabelle Lorand avec des propositions diverses, alternatives mises sur le même pied.

J'en arrive à l'autre aspect de la difficulté, liée à la première, qui est de ne pas tirer des leçons des échecs : ça ne va pas et en même temps, on ne veut changer que le moins possible.

L'ampleur de la difficulté ne me semble plus aujourd'hui pouvoir être résolue par une base commune : cela fait maintenant des années que, dans le Conseil national, on parle de l'acceptation de la diversité des points de vue. En même temps, on répète toujours avec la même certitude le refus des tendances. Le débat est clos : nous haïssons les tendances, d'ailleurs elles sont sociales-démocrates ou gauchistes ! Mais que proposons-nous d'autres ? Rien. Donc on continue de fait à ne pas savoir faire place réellement à la diversité et le parti continue à chaque crise à se rétracter.

En fait, nous peinons à sortir du centralisme, de l'idée que le centralisme en lui-même est bon, est source d'efficacité, d'unité. Cela contre tout ce que nous montre le réel. Alors nous nous plaignons du réel et des méchants communistes qui n'obéissent plus, ne passent plus nécessairement par les impulsions données par les centres. Pourquoi déplorer la situation, comme tous les pouvoirs quand ils sont dépassés, et ne pas chercher à vivre des situations nouvelles ?

C'est donc des formes collectives nouvelles de fonctionnement qui sont à mettre en œuvre, abandonnant la forme pyramidale qui est la nôtre, une forme fédérant la diversité des courants communistes et permettant d'intégrer cette fédération des communistes à une fédération plus large de ceux qui se battent pour des alternatives progressistes au libéralisme. Les propositions qui nous sont faites de jeter des idées en vrac dans un pot commun ne sont pas des propositions respectueuses des militants, de leur temps, de leur énergie et ne sont pas à la hauteur de l'urgence du moment.

Si nous voulons faire un travail de direction utile, il doit aider à aller à l'essentiel et engager le travail collectif sur des options claires qui permettent d'envisager un communisme politique au présent : une des options est un radical changement de forme d'organisation.

3. Y aura-t-il un Congrès extraordinaire en décembre ?

Nous voulons un débat extraordinaire

9 juin 2008

Depuis longtemps nos approches sont différentes mais, nous avons en commun une volonté : trouver des réponses à la crise historique du communisme dans la forme qu'il a prise au 20ème siècle.

Pour nous, il s'agit de choisir : maintenir en l'état la structure existante, fut-ce en ravalant la façade, au risque de l'enlèvement ou engager un processus en rupture avec les conceptions fondamentales ayant prévalu jusqu'alors pour permettre aux valeurs du communisme de vivre ici et maintenant.

Telle qu'elle est envisagée, la préparation du Congrès ne met pas en lumière les enjeux fondamentaux. Elle ne permet pas aux communistes de décider en toute connaissance de cause. Elle ne permet pas à la gauche de se relancer.

En toute responsabilité, nous prendrons avec toutes celles et ceux qui le souhaitent, toutes les initiatives pour que le débat communiste ne soit pas confisqué.

Atencia Lucien, Bègles Dominique, Blotin Pierre, Brunel Daniel, Calabuig Bernard, Ciréra Daniel, Ganille Liliane, Gomez Manuela, Lefort Jean-Claude, Magnon Jean Paul, Martelli Roger, Piriou Bruno, Pourre Fabienne, Tricot Catherine, Zarka Pierre.

En réponse aux propos de M.G. Buffet¹

Ma chère Marie-George,

Je viens de prendre connaissance d'une interview de toi, aujourd'hui donnée et publiée sur le site du parti, dans laquelle tu considères que, comme d'autres, je suis un "bonhomme". 15 bonhommes, dis-tu !

Personnellement je ne parle jamais comme cela s'agissant des hommes et des femmes - communistes ou non - qui m'entourent ou que je croise. C'est une question de respect. Ce genre de propos est tout simplement grossier et méprisant. Tout "simplement". Que cela t'énerve que je ne sois pas d'accord avec toi, et je ne suis pas le seul, est une chose. Encore que tu dis vouloir transformer le parti, ce qui suppose de sortir de sa matrice originelle. Sait-on jamais si tu es d'accord avec ce point ? Mais quoi qu'il en soit, et quelque désaccord nous ayons entre nous, il ne me viendrait jamais à l'esprit de te traiter de "bonne femme". J'ai trop de respect pour les individus pour utiliser pareil langage de charretier. Même mes adversaires je ne les traite pas ainsi. Toi non plus, il me semble bien. Faut-il mieux ne pas être communiste pour être respecté ?

La forme, Marie-George, n'est pas seconde. La forme c'est le fond qui remonte en surface. Du moins Victor Hugo le disait-il.

Par ailleurs je dois te dire ma deuxième stupéfaction en écoutant tes propos sur le renouvellement de la direction. Tu dis que tu souhaites que cela soit fait mais en même temps tu ne dis vraiment pas clairement que tu passes la main, contrairement à une autre période. Je crois qu'il y a un vrai problème politique derrière cela. Un problème de fond. Imaginons, chère Marie-George, que le Congrès décide d'une ligne A qui ne soit pas nécessairement celle que tu souhaites. Imagine-t-on un dirigeant ou une dirigeante à la tête du parti qui défende une ligne B pour mettre en oeuvre une ligne A ? Impossible. Il y a un processus dans lequel les deux termes sont liés (projet/dirigeants). Cela ne peut donc pas être un choix qui te soit personnel. J'ai d'ailleurs vu que tu affirmais par ailleurs que l'essentiel était le projet et que s'agissant de la direction tu t'en occupais. Mais, outre que tu t'attribues des pouvoirs énormes, je ne vois pas, encore une fois, qu'on puisse déconnecter le projet du choix des dirigeants capables de le mettre en oeuvre.

Voilà. C'est un "bonhomme" qui t'écrit. Il n'a donc sans doute aucun intérêt à tes yeux puisqu'il s'agit d'un simple et pauvre "bonhomme".

Crois bien en ma volonté de respecter les uns et les autres.

1. <http://www.pcf.fr/spip.php?article2846>

Je ne connais que des camarades, quant à moi, dans le parti.

Sincèrement.

Jean-Claude Lefort .

Petits souvenirs de Marseille

Serge Grossvak

Parti Communiste Français
Section , Canton de Montmorency (95)

Unitaire

Parti de la Gauche Européenne
8 juin 2009

Je n'avais pas l'intention de ce petit écho de la réunion préparatrice du Congrès du PCF. Mais l'événement mérite d'y revenir. La forme, et l'ampleur du positionnement qui y a été porté pouvant mener à un débouché très inattendu.

Le désir de ce texte m'est venu après la découverte du positionnement dominant de cette journée. Le recul de l'idéologie vers la période pré 22e Congrès est tel que cette position devient profondément fragile et difficilement tenable, même jusqu'à la date du Congrès. Lorsqu'à cela s'ajoutent les improbables rapprochements destinés à résister à l'acte définitif de sortie de l'histoire, porter le fer peut se révéler constructif pour l'avenir.

Le schéma de pensée qui a été défendu est simple : 1/ définissons des projets montrant ce que NOUS SOMMES et ce que NOUS ferons si nous parvenons « aux manettes » 2/ rassemblement pour l'action et alliances « politiques » pour prendre le pouvoir.

Outre l'absence de la moindre crédibilité quant à une hypothétique prise du pouvoir par le Parti communiste actuel, il est marquant que la quête identitaire passe par la définition d'un rapport au pouvoir (nous sommes définis par ce que nous ferons une fois au pouvoir). La nécessité d'une démarche citoyenne pour construire une force capable de reprendre l'initiative est balayée. Cet abandon se heurte tant aux réflexions municipales récentes qu'aux expériences syndicales de luttes.

Ce rapport au pouvoir, hérité directement de notre tradition de prise de l'Etat pour révolutionner les rapports sociaux, se double d'un second développement : « Le Parti doit se montrer pédagogue ». Il

s'agit d'un retour à l'ancestral parti guide du peuple. Certes, mieux vaut la « pédagogie » que la matraque stalinienne, mais tout de même ! Ainsi est exprimé de l'ancien, camouflé sous un nouveau mot. Il fallait de la « propagande » hier, de la « pédagogie » aujourd'hui. Cette construction intellectuelle du Parti guide aura du mal à être défendue. Sur ce point également (après la question du pouvoir), nous pouvons prendre l'initiative d'un débat retourné sur le fond : l'utilité du militantisme communiste dans une démarche de démocratie citoyenne. (Ne devons nous pas nous saisir de cette dimension « identité communiste » pour opposer une alternative ?)

Ce développement est donc suivi par la dimension « rassemblement ». Il faut rassembler pour bâtir des oppositions (type TCE, ou luttes) MAIS sur des bases « claires », c'est-à-dire les nôtres. Pas de co-élaboration, qui camouflerait le Parti. L'étroitesse du rassemblement est à redouter dès lors que la base d'accord est l'identité d'un parti. Mais cet aspect n'est pas l'essentiel. Le distinguo « rassemblement », « alliance » est bien plus fondamental. L'expression politique que constituent les urnes, l'occupation d'une posture institutionnelle, n'est plus envisagée comme prolongement d'un mouvement populaire, mais fruit d'une « alliance politique » (au sens de partis) pour « prendre le pouvoir ».

Cette vision nous heurte, fatalement, mais surtout, cette construction intellectuelle du siècle dernier n'est plus en adéquation avec les expériences de l'essentiel des communistes assumant des fonctions électives, ou tout simplement visant une reconnaissance dans les urnes de leur engagement.

Ce point également, si évident aux yeux de la majeure partie (direction comprise !) des participants de « l'atelier » de Marseille, me paraît d'une très grande faiblesse tant sa construction apparaît datée et en contradiction avec le vécu des militants.

Mener ces batailles internes me paraît utile (c'est nouveau pour moi). Certes, le parti communiste s'est considérablement réduit et concentré sur des relations affectives. Il demeure que de nouvelles contradictions apparaissent pouvant conduire à un basculé considérable. Une perspective serait-elle possible ?

Déconstruire pour reconstruire

Tribune libre envoyée à *l'Humanité* le 12 juin 2008
non publiée à l'heure d'édition du bulletin n°22

Pierre Zarka, Seine-Saint-denis

Qu'implique l'idée d'un projet émancipateur ? Emancipation de la domination du capital bien sûr, mais pour cela de toute tutelle aliénante.

En se superposant à la société, l'Etat et la délégation qu'il exige, servent de modèle à tout ce qui doit s'organiser au point d'y enfermer la vision de la démocratie et de l'efficacité. Dans toutes les sphères « l'efficacité » légitime les aspects de dépossession et de substitution. À un système politique fondé sur la dépossession des citoyens, fut opposée une « dépossession vertueuse ». C'est vrai de Babeuf comme de l'Internationale socialiste et de Lénine. Cela a nourri, y compris chez les communistes, un sentiment de supériorité qui n'a pas effacé la générosité et l'altruisme mais s'y est mêlé. L'attachement au pouvoir est complexe à mettre en lumière, car il entremêle, souvent inconsciemment, la volonté de pouvoir faire et l'attachement à des positions de domination.

La dissociation *institutions* /« *société civile* » assimile l'espace politique aux seuls partis et l'isole des autres espaces. La dissociation *travailleurs/citoyens*, illustrée par l'absence de la reconnaissance de la politique sur le lieu de travail, est vécue comme une normalité. Cela fait de la politique une affaire de spécialistes.

Des représentations aux caractères religieux

L'organisation est incontestablement outil d'intervention et de démocratie mais est encore conçue sur le même mode que l'Etat. L'institutionnalisation de l'idéal conduit l'appareil à ne pas être le lieu où se regroupent celles et ceux qui ont la même conviction mais celui qui dicte à ses adeptes ce que doit être cette conviction et comment ils doivent la vivre. L'appareil devient ce qui détient et même produit LA Vérité qui est alors d'avantage de l'ordre de la révélation que de la construction, renvoyant dans l'hérésie ce qui n'est pas labellisé par lui. L'appareil tend à devenir pour ses adhérents les plus actifs le principal lieu de socialisation et à produire un univers clos, pouvant rendre imperméable aux sollicitations du « monde extérieur ». Cela devient un obstacle à la créativité produisant conformisme et conservatisme.

Un détour nous permettrait de mettre en évidence l'héritage religieux des représentations politiques. Cet héritage offre à la fois une explication du monde, un sens qui permet de se retrouver avec d'autres mais aussi une soumission volontaire et partiellement inconsciente à une autorité morale sans laquelle la communauté n'existerait pas, la possibilité de se projeter au-delà de sa propre mort

mais aussi un sentiment de supériorité à l'égard de qui ne fait pas partie de ce regroupement là. L'institution se présente alors comme un corps autonome, s'extériorisant de la société et devenant son guide. « Société civile et brebis égarées » ou « Etat – ou Eglise - et avant-garde » ont une certaine parenté. Pour les communistes, cela revient à demander aux gens d'être subversifs à l'égard de la société mais délégués à l'égard des partis.

Cela pousse à s'interroger sur les ressorts qui mettent les individus en mouvement. Chacun(e) éprouve le besoin d'être. On peut y répondre par la découverte d'un pouvoir de créativité jusque-là insoupçonné. Elaborer les propositions nécessaires ne suffit pas. Le symbolique, les images comme repères idéologiques organisent concrètement la vie de tous les jours. Si les dominés ne construisent pas leur propre culture, c'est la cohérence des dominations et de la marchandisation qui teintent leurs représentations et manières d'être. D'où la formidable plasticité du capitalisme. La notion de classe n'est pas une donnée platement sociologique mais est indissociablement liée à la revendication de sa place dans la société. Il s'agit de ne plus se voir comme victimes mais comme le référent sur lequel l'organisation de la société doit s'aligner. Et dans la mesure où cela équivaut à une nouvelle culture politique, elle ne peut être le fait que de la majorité de la société et ne saurait être celui des seuls communistes bien qu'ils y contribuent.

Repenser l'organisation

Cela fait repenser l'organisation comme outil de production de connaissances et de prises de décisions qui permettent à chacun(e) de devenir, le temps qu'il voudra, force politique. « Ce sont les masses qui font l'histoire » pas les partis, même s'ils y contribuent. S'organiser collectivement n'est pas se plier à l'institution mais se regrouper comme individus souverains construisant un lieu de mutualisation et de passage au pluriel. Ce n'est plus le parti qui «labellise» ses membres pour en faire ses transmetteurs ; ce sont eux qui se regroupent, à partir de leurs singularités afin de produire du commun. Dès lors la définition du parti peut-elle rester celle qu'impliquaient en 1920 le rôle d'avant-garde, la prise du pouvoir par cette dernière et la dictature du prolétariat ? Bien sûr, depuis le PCF a évolué. Mais, justement ses évolutions n'ont pas permis autre chose qu'un inexorable déclin, parce que malgré leur utilité, elles demeuraient enfermées dans la matrice issue du bolchevisme. Le « socialisme à la française »(1976), la «primauté au mouvement populaire »(1990), le « pacte unitaire pour le progrès »(1996) se sont trouvés enfermés dans une conception déléguée réduisant le mouvement social à un rôle de soutien. Cela a fait du PS celui dont tout dépend et n'a pu que conduire, bien malgré nous, au bipartisme soit par alignement sur le PS soit par repli sur nos terres. Et ce, alors que l'exigence de démocratie sociale et politique s'exprime dans de nombreux endroits. D'où la question suivante : comment prétendre innover en conservant le cadre qui étouffe l'innovation ? Comment ne pas renoncer à la révolution en conservant le cadre qui a échoué partout dans le monde ?

Une nécessaire "transformation-métamorphose"

Isabelle Lorand, Paris

14 juin 2008

PRÉAMBULE :

Conscients de l'insatisfaction quant au débat sur l'avenir du parti, les membres de l'atelier 8 ont décidé de permettre l'explicitation des raisons qui conduisent beaucoup à considérer nécessaire la « transformation-métamorphose » du parti. Ainsi, je suis conduite à proposer à Gisèle Cailloux – qui présentera les différentes options, lors de la séance plénière - un texte dont l'ambition est de résumer les raisons fondamentales de cette « transformation métamorphose ». C'est avec beaucoup de modestie que je me livre à un tel exercice. Tout d'abord parce que je ne prétends pas représenter ou synthétiser des cohérences (qui d'ailleurs se sont d'ores et déjà exprimées dans des contributions substantielles). Ensuite parce qu'il est une évidence à mes yeux qu'un texte rédigé à une main dans un délai de 24 heures ne peut trouver les réponses aux problèmes qui sont ceux de tous les partis communistes du monde quelles que soient leurs options. Enfin parce qu'il est toujours beaucoup plus difficile d'écrire simplement l'objet des recherches et des interrogations, que les propositions concrètes du passé même si celles-ci sont en faillite. Malgré toutes ces difficultés, je réponds favorablement à la demande parce que je fais le pari, qu'ensemble nous allons ouvrir un débat intelligent et intelligible.

TEXTE :

Il faut à gauche, une organisation politique porteuse d'un projet d'émancipation qui dispute l'hégémonie idéologique et politique à la droite et au PS, et qui ait vocation majoritaire. Le parti communiste dans sa structure actuelle, même rénové, amélioré... peut-il être cette organisation ? Contrairement à ce que j'ai longtemps défendu, je ne le pense plus pour une raison majeure : le monde a changé en profondeur et les réponses d'hier ne peuvent pas être les réponses d'aujourd'hui.

Depuis 30 ans avec l'abandon de la dictature du prolétariat et du « grand soir », en passant par le socialisme à la française et « la mutation » nous cherchons le parti communiste moderne. Déjà le « Front populaire » et la Résistance témoignaient d'une autre voie, d'évolutions majeures. Notre histoire n'a pas été linéaire. Mais fondamentalement nos recherches sont vaines. Cela pour une raison claire : on a comblé les fissures dans la maison, alors que ce sont les fondations qui sont à reprendre. Et ce n'est pas dans les propos entendus : « *il faut des cellules, il faut des exécutifs qui exécutent, il faut former les militants, il faut changer les statuts...* » que nous trouverons le salut. Pourquoi ? Tout simplement, encore une fois, parce que l'on ne peut penser autrement qu'en terme de cohérence la

globalité de notre politique, inclus notre organisation. Celle-ci n'est pas à part, extérieure. Il est incontestable que le Congrès de Tours, qui ne portait justement pas que sur la structure du parti mais sur la création d'un parti avec une politique, une conception stratégique, un modèle en tête... avait, en toute cohérence, produit le parti que nous connaissons et son efficacité.

Or nous sommes dans une autre période et nous devons tirer leçon des atouts et des échecs passés. Il nous faut une autre cohérence globale dans laquelle il résultera le parti qui convient pour mettre en œuvre l'ensemble de notre politique. La question est donc de mettre en évidence ce point : le modèle d'hier est obsolète, il nous faut résolument en sortir.

C'est une métamorphose qu'il nous faut opérer. Il nous faut penser ce que sont aujourd'hui les processus d'émancipation, le mouvement des idées, la vocation d'une organisation politique... En 1920, j'y reviens, notre parti a été fondé dans un pays où la population était principalement rurale, où il fallait une journée pour gagner la préfecture. Notre parti a été fondé pour changer la société par la prise du pouvoir d'Etat (dictature du prolétariat puis programme commun). Et ce dans un pays de structure colbertiste qui constituait un terreau propice à une sorte de reproduction en France de la révolution bolchevique telle qu'elle s'est passée.

Nous vivons aujourd'hui dans une France très majoritairement urbaine, la communication se fait à l'échelle planétaire en direct, la télé amène des images du monde entier, les gamins des quartiers populaires vont construire des puits au Mali, un Noir est candidat à la présidence des USA... Les lieux et les formes de pouvoir se sont transformés : il est à Paris, à Bruxelles et à Washington... Il est politique, économique, médiatique... Nous pensons désormais que la révolution est un processus de luttes sur tous les plans.

La vocation d'un parti révolutionnaire est de peser sur le mouvement des idées, de participer aux luttes mais aussi aux pouvoirs, de construire partout et sur tous les champs des majorités. D'aider les « dominés » à se rassembler, à prendre conscience de la confrontation de classe telle qu'elle se présente dans le contexte du capitalisme financiarisé et mondialisé, de repérer les contradictions à partir desquelles une stratégie de confrontation de classe et d'émancipation puisse se construire et s'élargir. Ainsi, c'est notre révolution qu'il faut engager ayant une cohérence nouvelle mais une cohérence. Tout se tient. On ne peut revisiter l'un en profondeur sans toucher à l'autre tout autant.

À défaut nous continuerons d'être non pas au cœur de la société, du mouvement. Mais à côté. Ainsi, nous sommes passés à côté, car nous ne pouvions que passer à côté, de l'évolution anthropologique inscrite dans mai 68 : l'émergence de la personne, du féminisme, de la lutte contre les discriminations, de la mondialisation. « *Nous étions étouffés par notre stratégie* », dit joliment Roland Leroy dans une interview sur Mai 68 publiée il y a 10 ans dans l'Humanité. De même et pour les mêmes raisons, nous sommes passés à côté des enjeux écologiques et à côté de la mutation du travail et du rapport au travail, de la place du hors travail... De l'émergence d'activité humaine libre, dégagée des contraintes de l'emploi et de la soumission à la marchandisation de la force de travail. Et encore aujourd'hui la difficulté à mesurer les enjeux que constituent la métropolisation, l'alimentation ou encore le post pétrolier...

Cette métamorphose suppose-t-elle de commencer par casser l'existant pour construire autre chose demain ? Je ne le pense évidemment pas : je parle de mise en cohérence globale à partir de l'existant et de son développement. Mais je sais aussi que peu d'institutions ont réussi à produire les ruptures nécessaires aboutissant à un authentique « *aggiornamento* ». Et cela parce qu'il s'agit du plus difficile : produire une rupture avec une lourde culture et des pratiques en découlant, avec un rapport à la société, et même avec ce qu'on considère être « La Politique ».

Ainsi passer d'une culture d'avant-garde à une culture « *être dans le Mouv'* » sans y être uniquement collés, autrement dit devenir catalyseur de mouvement, de prise de conscience, de pensée, d'action politiques, c'est passer d'un statut de conviction que l'on fera bien ou que l'on fait bien, à un statut de participation pleine et entière au mouvement des idées et des actions. Et donc d'en comprendre les ressorts. Là on est loin d'un mouvement mécaniste, froidement rationnel... Le mouvement des idées c'est tout autant de la conviction que du désir. La mobilisation c'est tout autant de la revendication fondée et partagée que du plaisir et de la dynamique gagnante... Il nous faut découvrir une culture qui intègre les subjectivités et les représentations qui sont parties intégrantes de la réalité et non pas hors d'elle.

Ainsi sortir d'une culture de parti unique ce n'est pas seulement tolérer l'existence des autres partis. C'est reconnaître leur légitimité et leur identité propre et ne pas imaginer qu'il nous est possible de les modifier en profondeur. Chaque parti a sa raison d'être, je veux dire correspond aux réalités et aux contradictions qui traversent la société. Notre rapport aux alliances politiques est de ce point de vue édifiant. Cette conception d'un rassemblement populaire majoritaire dont le parti communiste serait le seul parti légitime autour duquel il faudrait se rassembler en dit long sur notre relation aux autres organisations politiques. Nous sommes toujours dans une conception qui – tout à la fois -extériorise ou scinde le « nous » du « peuple », et réduit la politique à « nous » et le peuple. Ainsi, les alliances ne sont à nos yeux qu'un pis aller tactique nécessaire pour les élections principalement. Et dans ce cadre évidemment, elles sont à géométrie variable dans le temps comme dans l'espace. Si à mes yeux les alliances sont tout aussi fondamentales dans la dynamique populaire que le travail de proximité (*avec les gens*), c'est parce que je pense que les partis représentent effectivement à un temps « T », non seulement des idées conscientes mais aussi des personnes, des individus ayant leur subjectivité, leur univers mental et culturel. C'est cet autre rapport aux autres organisations, politiques mais aussi sociales, associatives... qui me conduisent à penser qu'il faut mettre au pot commun notre projet dans un cadre plus général de la recherche des voies de l'émancipation humaine.

Comme je ne crois pas au « grand soir » de la révolution, je ne crois pas au « grand soir » de notre « *autorévolution* ». C'est bien plutôt un véritable processus de dépassement qu'il nous faut engager. Prendre le temps du diagnostic et de la recherche. Mesurer que la difficulté que nous rencontrons est pour le moins partagée. En témoignent l'état de la gauche européenne tout autant que les difficultés des expériences d'émancipation à l'échelle planétaire. Assumer les débats, tous les débats sans tabou. Par exemple, nous ne ferons pas l'économie de celui de la pertinence du communisme. Si beaucoup d'entre nous

apportent une réponse favorable à cette question, nous ne pouvons occulter qu'elle perdure sérieusement dans la « famille » communiste. Il suffit pour s'en convaincre d'écouter nos propres enfants.

Cette « *autorévolution* », ambition majeure, ne se fera pas enoclave. Et disons le clairement, elle ne se fera pas en ouvrant à quelques personnalités extérieures choisies et introduites dans nos débats. Il ne faut pas seulement ouvrir les portes, il faut nous ouvrir aux autres. Il faut donner les signes pour que les intellectuels aient envie de participer à l'invention de ce projet d'émancipation humaine et de l'organisation qui le portera. Il faut donner les signes pour que les militants d'hier soient les militants de demain. Il faut que la jeunesse dans sa diversité et dans sa masse recommence à nous apercevoir. Il faut contribuer à des liens nouveaux entre le social et le politique. Cela passe aussi, dans un lien dialectique, par notre existence sur l'échiquier politique. Et sauf à chercher uniquement à disputer à Olivier Besancenot une posture protestataire, il nous faut nous inscrire dans une dynamique politique à vocation majoritaire tout à la fois critique et constructive. Critique du système jusqu'au bout, en vérité...

Notre « *autorévolution* » est une volonté d'être bousculés, transformés pour de vrai. De participer avec d'autres à notre propre dépassement. D'un tel bouillonnement, qu'est ce qui sortira : un autre parti du communisme, un parti de l'émancipation humaine, un parti de la gauche populaire et citoyenne, une force constituée de plusieurs organisations, une formation à plusieurs couleurs ? Je ne le sais pas. Ce dont je suis en revanche convaincue, c'est que reconstituer un corpus idéologique, politique, stratégique et culturel, en phase avec le monde contemporain, demande de s'y engager franchement. Nous ne ferons pas séparément et sans cohérence le projet, la stratégie, la culture... C'est dans un même mouvement, dans un rapport dialectique que nous trouverons, que nous inventerons. Je n'ai bien entendu pas la prétention de produire seule, en une intervention, ce que les progressistes du monde entier recherchent. La préparation de notre Congrès par un débat serein et transparent pourrait être une contribution importante à cette construction. La créativité, l'apport des communistes à des constructions novatrices lors des élections municipales et cantonales démontrent que nous avons le potentiel militant pour engager ce processus. C'est une richesse.

Bonjour, camarades !

Courrier
22 juin 2008

Dominique Martel, Seine-Saint-Denis

Je suis membre du CN, et une fois de plus, je ne pourrais assister au travail du CN. Et je m'en désole. Vraiment.

Je suis une de ces membres du CN (il y en a peu, semble-t-il), qui travaillent, et dans le privé, sont élus de l'opposition sur une ville de droite et n'ont donc que peu de latitudes financières et professionnelles.

Dans ces conditions, je n'aurais jamais du prendre un mandat au conseil national? La preuve est faite, visiblement, au vu de cette convocation! Mais bêtement, j'ai pensé, nouvelle dans le Parti, que les instances suprêmes tenaient compte des réalités sociales des militants. Grossière erreur! Les CN en semaine, c'est plus facile pour les permanents ou les élus communistes qui n'ont plus de boulot "annexe", vous savez, ce genre de boulot qui permet de continuer à vivre au sein des "gens" tout en espérant "reprendre une ville" et batailler en dehors des heures de turbin pour défendre les valeurs communistes là où on n'arrête pas de les bafouer. J'ai essayé. Je suis à sec. Je peux plus.

Merveilleux PCF qui "souhaite intégrer" la diversité des salariés au sein de son conseil national mais qui n'a visiblement aucune notion des réalités quotidiennes des "gens"!

Faut-il que les militants perdent leur boulot pour continuer à militer? Sûrement que ça ferait avancer la cause des salariés, tiens!

Ben, non, camarades, faut qu'on reste dans la place! Quitte à ne plus participer aux "grands débats", au sein de la si belle coupole de Fabien, qui m'a tant émue, la première fois que j'y suis venue...J'avais un an de Parti, mais j'ai vraiment eu une bonne grosse larme d'émotion, cette première fois...Tant d'Histoire, oui, avec un grand H...Je venais d'adhérer, à plus de 50 ans, j'avais plus que réfléchi, hein? Mais, malgré un lourd passé passionnel en 68, il y a eu un moment où je me suis dis que le PCF pouvait "faire avancer les choses, et je voulais aider, à ma mesure, différente des "encartés" de longue date, mais avec mes valeurs, mes envies de me battre, si "communistes". Et pourtant, j'enrage! Un CN de l'importance de celui-là et je ne peux même pas venir entendre, discuter...Franchement, qu'il se tienne sur le week-end, ça aurait peut-être emmerdé les "professionnels" de la politique, mais ça aurait permis aux "sans-grade" de participer. Bien sûr, les "professionnels" auraient du bosser en dehors de leurs heures de boulot habituelles. Je comprends que ça les ennuie: je n'arrête pas de râler quand je suis obligée de distribuer des tracts ou d'assister à des réunions quand j'ai mes journées de boulot dans les godasses.

Mais la "Direction", vous croyez qu'on fait quoi, déjà, sans arrêt, sur le terrain? Et en plus, chaque fois qu'on assiste à une commission municipale sur nos villes de droite, on prend des heures à notre compte, on perd du fric. Et vous pensez qu'on en a à perdre, qu'on n'est pas "à ça près"? Ben si. On n'a pas de ronds. On a, tout membre du CN, vachement de mal à joindre les 2 bouts, juste des français lambda. Juste à l'image des salariés français. Quand on demande, à brûle pour-point une journée, ça veut dire, dans de petites structures, demander à la collègue de vous remplacer...Et si elle ne peut pas, c'est parce que c'est une salope? Non, juste, faut qu'elle gère sa propre vie de salariée, de mère de famille, avec des difficultés ++++. Les dates de CN en semaine nous demandent de gérer ça, de perdre, en cas de possibilité de nous faire remplacer, encore un peu plus de notre pouvoir d'achat? Pouvoir d'achat des militants communistes, elle sait ce que ça veut dire, la "direction"? Détails? Non: juste la preuve d'un formidable décalage... Les militants communistes de base survivent, comme tous les salariés français, difficilement. Certains membres du CN sont dans cette bête contingence. Que le Parti ne l'intègre pas montre, à mon sens, qu'il y a hiatus entre les idées et les formes de fonctionnement.

Je ne participerai pas au CN. Sa façon de fonctionner ne fait que me conforter dans l'idée que le PCF n'a plus aucun ancrage, hors quelques "coups" médiatiques, dans la réalité sociale. Moi, j'arrive pas à suivre. J'aide quand besoins il y a, régulièrement sur ma commune. J'attendais plus du PCF. Des communistes de ma ville agissent avec moi, parce qu'ils ont les mêmes valeurs que moi. S'il fallait attendre le PCF national, on interviendrait tellement tard! La lutte, elle est sur le quotidien, et sur le quotidien, on est tellement peu... Alors il faudrait en plus que ceux qui sont sur le quotidien désertent ce créneau pour travailler sur l'avenir du PCF?

Mes pauvres chéris! oui "chéris", parce que bien qu'ayant rallié vos rangs tardivement, je comprends et j'adhère à ces combats, par volonté intellectuelle mais aussi émotionnelle.

Le PCF se casse la gueule : qu'il se pose les vraies questions qui l'ont amené à cette situation. Il y a des gens qui travaillent au quotidien. Le Communisme porte des valeurs fondamentales. Il est une colossale force de propositions pour le monde d'aujourd'hui. Ces valeurs fondamentales que nous défendons tous, sans cesse, dans notre vie quotidienne, elles trouvent des échos. Le Communisme et ses valeurs ne sont pas morts. S'agit juste de savoir si on veut en faire un "truc" institutionnel (vous savez, le genre de chose qui se réunit aux heures où les gens "du peuple" travaillent...) ou une force de combat, ancrée dans le "réel", avec les forces de réaction possibles des gens qui bossent et qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts... Ne me dites pas, camarades, que vous n'en rencontrez pas, de ces gens qui ne demanderaient pas mieux que de militer, mais qui ne peuvent pas abandonner une journée de salaire, juste parce que la vie quotidienne est hyper difficile...Si vous pensez qu'ils devraient se saigner, alors je m'interrogerais sérieusement: le Parti repose-t-il sur la notion de martyres, comme les religions? "Qu'ils crèvent parce que l'idée est juste"...Non, on ne ne peut pas, étant communistes, ne pas intégrer les réalités imposées par le capitalisme. On ne peut pas

fonctionner en tant que Parti sans intégrer la vie des militants et des gens qui nous entourent, au quotidien...

On ne peut pas préparer un Congrès en noyant au sein de multitudes de questions celles qui sont fondamentales: Qui sommes-nous, les "communistes"? Que défendons-nous? Comment? Prendre en compte "la vie". Si vous décidez de le faire de cette façon, c'est une belle responsabilité, camarades! Ensuite, à vous d'assumer le débat confisqué...

Allez-y, camarades! Travaillez entre vous sur un avenir du communisme. Les gens sont à la rue. Les communistes de base aussi. Espérez en un avenir glorieux des peuples sans vous colleter aux remise en question du fonctionnement de "notre" Parti! Là, j'attends de voir, puisqu'on ne me donne pas les moyens de participer au débat, moi qui n'ai pas les moyens financiers de le faire, comme certains autres (mais ont-ils osé l'exprimer? On est des communistes, donc des martyres...Ouah! Attention: secte !!!! Ou bien fonctionnement de "nantis"...On est si loin de l'émancipation humaine qui nous est chère, hein?).

Les idées communistes sont-elles mortes au sein du fonctionnement de notre Parti?

Point de détail? A vous de voir... Pour moi, c'est juste significatif. Mais je mets au débat...

Combien fraternellement ! Avec tant d'espoirs ! Encore !

Dominique Martel

De la diversité naît la richesse

24 juin 2008

Jean-Michel Ruiz,
membre du Conseil national du PCF
Section Vallée de l'Oise (95)

La préparation du Congrès de notre parti s'engage dans une période difficile pour les forces de transformation. En effet, le gouvernement et Sarkozy essaient de détruire toutes les avancées gagnées par les luttes des travailleurs et dans un même temps les mobilisations ont du mal à prendre, en partie faute de débouché politique.

Dans ce cadre, notre Congrès prend une dimension très importante, non seulement pour l'avenir de notre parti mais aussi pour celui du communisme et même de toute la gauche.

Les élections territoriales de 2008 ont donné plus de force au

bipartisme et poursuivi la modification du paysage à l'intérieur de la gauche.

Nous nous trouvons aujourd'hui pris en tenaille entre un PS qui se social-libéralise et une extrême gauche qui occupe le terrain de la radicalité, en continuant de refuser la prise de responsabilité.

La surmédiation de Besancenot n'explique pas à elle seule l'écho favorable rencontré par l'annonce de la création du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA). Si cette organisation en construction ne se limite en fait qu'à un rassemblement élargi autour de la LCR, elle attire malgré tout de nombreux jeunes ou syndicalistes qui y voient un moyen de prolonger politiquement leurs revendications. Pour moi, les limites du NPA paraissent claires : pas de perspectives réelles de changement, volonté de se limiter à la contestation, concentration autour d'une organisation hégémonique, refus de rassembler toute la gauche...

Cependant, l'avantage de la LCR est d'être le seul parti de gauche à proposer quelque chose de neuf. Elle répond en cela à une attente forte de ceux qui luttent et qui souhaitent une transformation de la société. Le PCF peut contrer cette « fausse bonne idée » qu'est le NPA, non pas en créant un cabinet de suivi comme le PS, mais en étant force de proposition et en travaillant, avec d'autres, un véritable projet.

Nous avons trop souvent associé « projet » et « programme », c'est à mon avis une des causes de nos désillusions. **Un projet doit bien entendu comprendre des propositions, mais il implique de construire avec des citoyens, et aussi des forces organisées, la force capable de les porter de façon majoritaire.**

Beaucoup de communistes réfléchissent à cela.

Certains pensent qu'une rénovation, un simple ravalement de façade, serait suffisant et permettrait à un PCF rénové de rebondir. Pour eux, notre perte d'influence est passagère et quelques modifications, pouvant même aller jusqu'au changement de nom, seraient salutaires.

D'autres pensent que le mal est bien plus profond et que des transformations sont nécessaires. « Transformer » ne signifie pas « liquider » le Parti mais qu'il est nécessaire de modifier structurellement une organisation qui a été construite au début du XXème siècle sans jamais se révolutionner vraiment.

Parmi les communistes qui envisagent ces transformations, certains portent des options allant d'un nouveau Parti communiste à celle d'une nouvelle formation à gauche du PS, avec ou pas de pôle communiste.

Je pense pour ma part que la construction d'un « Parti communiste du XXIème siècle » est nécessaire mais pas suffisante. Pour que le projet, que nous souhaitons co-élaborer, puisse faire force politique, il doit être porté par un rassemblement durable à vocation majoritaire. C'est la raison pour laquelle nous devons travailler simultanément la refondation d'un communisme politique de nouvelle génération et le rassemblement d'une gauche vraiment à gauche.

Pour moi, il s'agit d'engager la refondation de la gauche en s'appuyant sur les citoyens et les acteurs sociaux mais il faut aussi s'ouvrir aux organisations politiques qui prônent le changement et à ceux qui, minoritaires dans leurs partis, s'y retrouveraient. Il s'agit en fait de construire un rassemblement durable ouvert à tous les citoyens et

forces de gauche.

Je suis convaincu que la force communiste doit continuer à vivre à l'intérieur de cet espace de façon autonome. Ne connaissant pas aujourd'hui d'autre outil plus efficace qu'un « parti », je suis pour qu'un Parti communiste profondément transformé y trouve toute sa place.

L'apport original des communistes dans ce projet est essentiel tant comme force de proposition que comme force militante exceptionnelle. Ouvrir rapidement cet espace éviterait aussi, au plan électoral, de poursuivre les alliances à géométrie variable que nous avons pu connaître lors des dernières élections : du tout avec le PS au rien avec le PS en passant parfois par des participations à des listes avec le MoDem ! Nous resterions ainsi sur des bases **clairement de gauche**, en travaillant **avec toute la gauche**...et rien que la gauche.

Ceci est le point de ma réflexion au moment où j'écris, mais cette position n'est pas figée. Ce qui est évident pour moi, c'est que tous les camarades qui réfléchissent à des solutions de simple rénovation ou de transformations très profondes, sont tous autant attachés au communisme. **Toutes les propositions, les avis, sont respectables et doivent pouvoir s'exprimer à égalité dans le débat du Congrès.** C'est dans cette optique que la Fédération a organisé, dès le 7 novembre à Argenteuil, une soirée d'information et de réflexion des communistes autour des différentes « sensibilités » exprimées. C'est toujours avec la volonté d'impliquer tous les communistes dans le débat que des ateliers départementaux traitant de la visée communiste, de la stratégie et du Parti ont été ouverts jusqu'au Congrès.

Le débat doit porter sur le fond et ne pas donner l'impression d'une querelle de chapelle, ou pire de personnes, pour que les communistes aient envie de s'investir. Les discussions ne doivent pas être l'affaire de « spécialistes » mais de tous les militants.

« De la diversité naît la richesse » entend-on souvent. **Alors donnons nous tous les moyens pour que la diversité apparaisse, que les débats soient poussés jusqu'au bout, qu'ils nous permettent de construire du commun.**

Ce Congrès est à mon avis simplement une étape, mais une étape décisive. Soyons clairs : le Parti communiste existera après le Congrès de décembre.

Mais si le choix de rupture l'emporte, un processus de débat et d'expérimentation devra permettre d'engager les profondes transformations nécessaires et de continuer notre travail sur l'avenir du communisme. Pour cela, les organes de direction devront respecter la diversité en leur sein mais aussi favoriser l'expression de tous ceux qui défendent des options différentes.

Travaillons donc à un Congrès sans tabous, ouvert, en particulier au travers des ateliers, à tous les communistes mais aussi à tous ceux qui s'intéressent à l'avenir du communisme et plus largement à celui de toute la gauche.

Alors, bon Congrès camarades !

4. Contribution

À propos du « Nouveau Parti Anticapitaliste »

juin 2006

Roger Martelli, Paris

(Communistes Unitaires)

Je ne participe pas au processus de construction du NPA ; je ne me désintéresse pas pour autant des débats qui l'accompagnent. Tout simplement, je ne vois pas, dans la création d'un nouveau « parti anticapitaliste », une réponse à la hauteur des enjeux politiques de la période actuelle.

Nous vivons une immense contradiction. D'un côté, la forme capital s'universalise, dans le contexte d'un ultralibéralisme agressif. D'un autre côté, les résistances se multiplient, portées un peu partout par les régressions que le capitalisme a générées. En France, elles entremêlent depuis 15 ans les héritiers du vieux « mouvement ouvrier » et les pousses plus récentes, déployées dès les années 1960-1970, de l'écologie politique, du féminisme, de l'anticonsumérisme, etc. Cette contradiction planétaire entre forces du système et forces critiques se déplace au fil du temps. Le « néolibéralisme » arrogant des années 1980 doit désormais compter avec ses échecs et les colères qu'il a lui-même nourries. L'ultralibéralisme actuel combine volontiers (Berlusconi, Sarkozy) l'apologie du marché et le volontarisme d'un État garant de l'ordre social. Des synthèses nouvelles se cherchent, la plupart du temps des versions encore plus affadies de la social-démocratie, cherchant à concilier, comme Tony Blair, l'adaptation libérale sur le fond, la régulation sociale à la marge et la valorisation d'un certain ordre social et moral (« l'ordre juste » de Ségolène Royal).

L'évolution du champ économique-social se double de celle du champ politique. Le bipartisme à l'anglo-saxonne s'est accentué, dans un système d'alternance. Les alternatives risquent ainsi d'être réduites à une fonction subalterne, soit de supplétives du parti dominant, soit d'exutoires radicalisés, contenant dans le jeu politique les couches les plus déstabilisées. Dans les deux cas, l'hégémonie des deux partis centraux resterait l'axe d'organisation générale de la vie politique. Je considère qu'il n'y a rien de plus stratégique politiquement que de contrer ce mécanisme, meurtrier pour la mise en perspective des luttes.

Or, le modèle bipartisan est contraire à une longue tradition française. En France, la modernité du capital est née d'une combinaison de révolution bourgeoise et de mouvement plébéien. Il en est resté une gauche pluraliste et polarisée, dans laquelle le pôle de la rupture/dépassement n'a jamais été minoré par celui de l'adaptation. Pendant longtemps, le vote le plus nombreux à gauche a été celui du PCF. Au plus fort de la vague néolibérale, le total des suffrages obtenus

par l'extrême gauche, le PCF et les Verts s'est toujours trouvé dans une fourchette allant de 15 à plus de 20%. Avec l'élection présidentielle de 2007, deux ans à peine après le Non au TCE, la fourchette est hélas descendue à 10%.

La question politique est donc simple dans son énoncé : la lutte contre les projets patronaux et les politiques de la droite va-t-elle se mener dans le cadre du bipartisme et d'un déséquilibre aggravé des rapports des forces à gauche ? Je considère pour ma part qu'il est possible d'enrayer la machine infernale. La logique d'adaptation sociale-libérale est contradictoire avec des valeurs de gauche qui, historiquement, sont fondées sur la recherche permanente de l'égalité des conditions, sur la supériorité de la norme publique par rapport à l'appropriation privée, ainsi que sur la conviction qu'il n'est pas possible de laisser la « main obscure du marché » réguler l'ensemble de la vie sociale.

Ainsi, l'objectif stratégique doit être de rassembler, sur une ligne de rupture avec l'option libérale « pure » et avec les choix « sociaux-libéraux », une majorité de la gauche française. Ne pas semer d'illusion suppose de souligner que les choix faits par la direction actuelle du PS tournent le dos à cette ligne de rupture et que cela rend impossible des accords politiques nationaux portant sur la globalité des politiques qu'il conviendrait de suivre. Mais, sans laisser prise à une telle illusion, il faut affirmer que l'on ne tient pas pour fatale la situation actuelle à l'intérieur de la gauche.

Il existe dans l'espace sociopolitique des forces individuelles et collectives que l'on peut mobiliser dans la perspective d'une redistribution des forces à gauche. Elles émergent de l'expérience sociale, celle des luttes salariales comme celle des critiques « anti-système ». Il y en a dans l'espace politique, avec les segments de l'extrême gauche et du PCF. Il s'en trouve à l'intérieur d'une écologie politique qui, sur le fond, ne devrait pas séparer critique du capital et critique du productivisme. On les repère à l'intérieur d'une social-démocratie dont tous les membres ne sont pas prêts à accepter la dérive du blairisme et du recentrage. Or ces forces restent sans emprise politique globale si elles restent dispersées ; il faut chercher à les unir pour que, ensemble, elles acquièrent force politique et contestent dès maintenant le magistère de la social-démocratie sur la gauche française.

Faut-il chercher à donner force politique aux seuls anticapitalistes ? Non. Il est des forces qui souhaitent davantage d'encadrement du marché, davantage de services public et moins de dérégulation, sans pour autant récuser la concurrence et la logique du profit. Il y a donc des « anti-néolibéraux » (pardonnez-moi ce mot barbare...) qui ne sont pas des anticapitalistes. Si nous disons, à tous ceux-là, que nous ne pouvons pas partager durablement avec eux les combats et les responsabilités politiques, si nous leur disons que nous ne pouvons pas constituer avec eux une force politique, nous laissons la main au bipartisme. Nous les laissons, pour l'essentiel, sous la coupe de la social-démocratie.

Cela ne signifie pas que je néglige le devenir particulier de ceux qui poussent leur critique jusqu'à une remise en cause radicale des logiques d'exploitation et de domination. Je pense tout au contraire que, dans une dynamique rassemblant toute la gauche de transformation sociale, les « communistes » doivent se constituer en collectif assumé. Je ne dis pas les « anticapitalistes » et je mets « communistes » entre guillemets. L'anticapitalisme est nécessaire

(comment ne pas critiquer le capitalisme comme système et ne pas vouloir son dépassement/abolition ?), mais la référence a le défaut de fonder l'agrégation politique sur une auto-définition négative. Si l'on combat le capital, c'est pour les ravages qu'il cause ; c'est surtout au nom de la conviction qu'il est possible et nécessaire de fonder la société sur d'autres normes que celles de l'exploitation et de l'aliénation. On combat d'autant mieux le capitalisme, que l'on peut s'appuyer sur une vision alternative de la société et de ses dynamiques fondamentales.

Pour disputer l'hégémonie au capital, il ne suffit pas d'être « anti » ; il faut être capable de rassembler sur un projet de « post-capitalisme » ou de « non-capitalisme ». Il faudra bien, un jour ou l'autre, se mettre d'accord sur les mots pour désigner ce que l'on veut. Pour ce qui me concerne, je préfère conserver le mot disant de la façon la plus ramassée l'exigence de mise en commun et de biens publics partagés. Je me définis donc toujours comme communiste et révolutionnaire. Mais je ne fais pas de cette question un préalable.

Je conclus donc sur le fond. Ma réserve à l'égard du processus du « NPA » tient avant tout à ce qu'elle confond deux objectifs : celui d'un rassemblement de toutes les forces n'acceptant pas l'alternance et l'hégémonie sociale-libérale ; celui d'une mise en commun des forces voulant d'une société bâtie sur d'autres visées, d'autres normes, d'autres règles que celle du capital.

Sur le fond, il y a deux grandes voies possibles, en dehors de l'alignement sur le social-libéralisme: rassembler dès aujourd'hui la gauche de transformation; rassembler au préalable les anticapitalistes. Pour ma part, je plaide pour que l'essentiel porte sur le premier terme; dans ce cadre, je suis attaché à l'existence d'un pôle critique, de souche « communiste ».

Le plus stratégique pour rompre le bipartisme et l'alternance est de faire en sorte que se rassemblent durablement celles et ceux qui considèrent encore que la gauche est incompatible avec l'adaptation pure et simple à l'ordre social dominant. Ils doivent dès maintenant faire force politique et contester l'hégémonie socialiste, comme le fait par exemple Die Linke en Allemagne. Aucun préalable ne doit être énoncé, pour qu'ils engagent sans tarder un processus de rapprochement et de travail commun sur le projet fondamental, les objectifs à court et à moyen terme et sur les formes permanentes de leur convergence.

En même temps, celle et ceux qui, d'une façon ou d'une autre, s'inscrivent dans la grande lignée critique ouverte au milieu du XIXe siècle, peuvent réfléchir ensemble à la manière de faire vivre de façon moderne la tradition du « marxisme constituant » et du communisme fondateur. Mais il serait néfaste que cela se fasse de façon séparée, en dehors de l'objectif d'une gauche digne de ce nom. Les anticapitalistes résolus, les « communistes » (qu'ils se revendiquent ou non de ce terme au final : pour ma part, j'y suis favorable) sont une composante d'un mouvement authentiquement transformateur qui les déborde. Il serait toutefois malvenu qu'ils fassent passer leur propre délimitation avant l'impératif d'une force transformatrice (et donc hors de toute option sociale-libérale) et majoritaire (et donc ouverte bien au-delà des seules forces « anti-système »).

En tout état de cause, les deux processus entremêlés ne peuvent se penser à partir d'une seule composante du mouvement, quels que soient son nombre, son impact électoral et sa dynamique militante. Ou

bien il y a partage, sans hégémonie ; ou bien c'est l'échec. Nous n'avons plus droit à l'échec.